Retour sur mai

Après avoir plongé en mars et s'être ressaisies en avril, les valeurs boursières ont continué de monter en mai. L'attention des investisseurs, qui ont fait fi de la léthargie actuelle de l'économie mondiale, a été monopolisée par les dépenses colossales que les gouvernements consacrent à la relance, par la modération des taux d'infection de la COVID-19 dans certaines régions et par le redémarrage partiel de l'économie dans certains pays. Grâce à la vigueur généralisée des marchés, les titres boursiers américains ont pris du mieux : le S&P 500 a gagné 4,76 % et la moyenne industrielle Dow Jones a dégagé 4,66 %. Les petites capitalisations américaines se sont illustrées : le Russell 2000 a impressionné par un gain de 6,51 %. Les places boursières mondiales ont elles aussi tiré leur épingle du jeu : l'indice MSCI Monde s'est adjugé 4,89 % dans le mois. Au Canada, l'indice composé S&P/TSX a crû de 3,04 % grâce à une importante envolée des cours du pétrole, puisque le brut canadien a fait un prodigieux bond de 62,43 % depuis qu'il s'est affaissé au début de l'année. La Bourse canadienne a été menée à la hausse par la technologie de l'information, la consommation discrétionnaire et la santé, qui ont respectivement inscrit des hausses impressionnantes de 14,64 %, 8,35 % et 5,57 %. Les obligations ont pris un peu de mieux en mai : l'indice canadien FTSE a monté de 0,31 %.

Voici les nouvelles qui ont surtout attiré l'attention en mai :

De plus en plus, tout indique que l'économie mondiale flanche spectaculairement. En mai, des comptes rendus ont fait état des répercussions produites par les mesures de confinement adoptées pour ralentir la propagation de la pandémie de COVID-19. Aux États-Unis, les comptes rendus d'avril ont fait état de pertes vertigineuses de plus de 20 millions d'emplois, de concert avec le recul séquentiel de 16,4 % des ventes au détail et du recul de 5,0 % du PIB du premier trimestre. Au Canada, les comptes rendus nous ont appris que le marché du travail avait perdu en avril près de 2 millions de travailleurs, que les ventes au détail ont reculé de 16,0 % et que le PIB avait perdu, en chiffres annualisés pour le premier trimestre, 8,2 %. Nous avons aussi constaté que le PIB du Royaume-Uni a plongé de 5,8 % en mars et que selon les statistiques, l'activité manufacturière chinoise a été chancelante en avril.

Les tensions sont ravivées entre les États-Unis et la Chine. Les dirigeants américains ont continué d'imputer la pandémie de COVID-19 à l'impuissance de la Chine à contenir le virus en deçà de ses frontières. Le Sénat américain a adopté un projet de loi ciblant les entreprises chinoises et obligeant les sociétés américaines cotées à prouver que des gouvernements étrangers n'en sont ni propriétaires ni actionnaires majoritaires, au risque d'être radiées de la cote. Dans le même temps, la Chine a adopté une loi controversée sur la sécurité à Hong Kong. Cette loi, qui vise à empêcher les manifestations, interdira toutes les activités qui fragilisent la sécurité nationale de la Chine, dont le séparatisme, la subversion et le terrorisme. Les critiques considèrent qu'il s'agit d'une intervention visant à bâillonner les dissidents et les autres opposants politiques. Cette loi a été condamnée par les États-Unis et par d'autres pays.

La Chine renonce à ses objectifs économiques pour 2020. Le premier ministre chinois Li Keqiang a prononcé son discours de politique annuel à l'occasion de la séance de l'Assemblée nationale populaire, en affirmant que la Chine n'aurait pas, pour 2020, d'objectif de croissance du PIB. C'est la première fois depuis des dizaines d'années que la Chine n'aura pas d'objectif, ce qui met en lumière le choc de la COVID-19 et l'incertitude qui pèse sur son économie. Le gouvernement a aussi dévoilé des plans de relance, notamment des dépenses de 140 milliards de dollars US, des baisses d'impôts et des mesures de création d'emplois. L'État émettra 140 milliards de dollars US d'obligations du Trésor spéciales, qui permettront d'acheter le matériel médical et la technologie qui serviront à enrayer la COVID-19. D'autres dépenses seront consacrées à des projets d'infrastructure, dont le réseau de la 5G, les chemins de fer et les aéroports.

Le saviez-vous?

Le produit intérieur brut, ou PIB, est l'un des grands baromètres de l'économie. On s'intéresse en particulier à sa croissance dans le temps. Mais qu'est ce que le PIB?

Le PIB est la valeur monétaire de tous les produits et services finis, réalisés dans un pays pendant une durée précise. Il existe des moyens différents de le calculer; on peut toutefois dire qu'il s'agit du total des dépenses de consommation des particuliers, des dépenses de l'État, de l'investissement des entreprises et des exportations nettes. Si on fait la somme de toutes ces activités, on obtient le total des dépenses du pays pour la durée correspondante. En comparant ce chiffre dans le temps, on peut prendre la mesure de la vigueur de l'économie.

Bien qu'on puisse donner différentes définitions à la récession, on la définit généralement comme deux trimestres consécutifs de baisse du PIB.

Le PIB est suivi par différents utilisateurs. Les banques centrales et les gouvernements s'en servent pour éclairer respectivement leur politique monétaire et leur politique budgétaire. Les entreprises s'en remettent au PIB pour prendre des décisions sur les dépenses en immobilisations, sur l'embauche et les mises à pied et sur leur stratégie. Les investisseurs s'en inspirent pour prendre des décisions dans leurs placements.

INDICE†	Variation (%)			Niveau de l'indice
	1 mois	Cumul	1 an	
Bons du Trésor (indice des Bons du Trésor à 60 jours FTSE Canada)	0,03	0,64	1,62	166
Obligations (indice des obligations universelles FTSE Canada)	0,31	5,74	7,05	1 188
Actions canadiennes (indice composé S&P/TSX)	3,04	-9,70	-2,12	15 193
Actions américaines (indice S&P 500, \$ US)	4,76	-4,98	12,82	3 044
Actions mondiales (indice MSCI Monde, \$ US)	4,89	-7,94	7,41	2 148
Marchés émergents (indice MSCI Marchés émergents, \$ US)	0,79	-15,89	-4,05	930

DEVISES†	Variation (%)			Taux de change
	1 mois	Cumul	1 an	
\$ CA/\$ US	1,23	-5,70	-1,88	0,73
\$ CA/euro	-0,09	-4,75	-1,27	0,65
\$ CA/livre sterling	3,30	1,29	0,41	0,59
\$ CA/yen	1,76	-6,49	-2,40	78,21

PRODUITS DE BASE (\$ US)†	Variation (%)			Prix
	1 mois	Cumul	1 an	
Or au comptant (\$/once)	2,98	13,70	30,52	1 751,70
Pétrole WTI (\$/baril)	62,43	-39,71	-32,28	35,49
Gaz naturel (\$/MBTU)	-14,79	-19,71	-27,72	1,85

† Rendement total au 29 mai 2020; indices libellés dans leur monnaie locale
Source : Bloomberg

MD Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse, utilisée sous licence. © Gestion d'actifs 1832 S.E.C., 2020. Tous droits réservés.

Ce document a été préparé par Gestion d'actifs 1832 S.E.C. à titre indicatif seulement. Les opinions exprimées à propos d'un placement, d'une économie, d'une industrie ou d'un secteur de marché donné ne sauraient être considérées comme une intention de négociation d'un fonds commun géré par Gestion d'actifs 1832 S.E.C. En outre, ces opinions ne doivent pas être vues comme des conseils en placement ni comme des recommandations d'achat ou de vente. Elles peuvent par ailleurs changer en tout temps, selon les marchés et d'autres conditions, et nous n'assumons aucune responsabilité à leur égard.

Les renseignements fournis dans ce document, notamment sur les taux d'intérêt, les conditions des marchés, les règles fiscales et d'autres aspects des placements, peuvent être modifiés sans préavis, et Gestion d'actifs 1832 S.E.C. n'a aucune obligation de les mettre à jour. Dans la mesure où ce document contient des données et des renseignements provenant de tiers, ces derniers sont jugés exacts et fiables à la date de leur publication, mais Gestion d'actifs 1832 S.E.C. ne les garantit pas comme tels. Aucun élément de ce document ne constitue une promesse ou une déclaration quant à l'avenir. Les investisseurs qui prévoient mettre en œuvre une stratégie en matière de placement ou de fiscalité devraient s'adresser à leur propre conseiller professionnel pour obtenir des conseils de placement adaptés à leurs besoins. Ainsi, il sera tenu compte de leur situation et les décisions seront prises d'après l'information la plus récente.